

Entretien

Hans-Gert Pöttering

Président du Parlement européen

Citoyens Actifs

« Devenez photographe d'un jour sur notre site ! »

À la Une

Nouvelle année - nouveau look

Célébrer l'euro

Les Capitales européennes de la Culture 2009

Lancement du Partenariat oriental

Les Élections européennes

Du 4 au 7 juin, les citoyens européens seront à nouveau appelés aux urnes. Encourager les citoyens à voter relève du défi ? Peut-être, mais il existe néanmoins de bonnes raisons pour se déplacer le jour du vote.

La Présidence tchèque de l'UE : une Europe sans barrières

La Présidence tchèque du premier semestre 2009 appelle à « **une Europe sans barrières** », une Europe qui tire pleinement parti de son potentiel économique, humain et culturel et est ainsi capable de résister à la concurrence politique et économique au niveau mondial.

Les domaines de priorité de la Présidence peuvent être résumés par les « **3 E** » : « Économie, Énergie et l'Europe dans le monde ».

En accord avec la Stratégie de Lisbonne, la Présidence se concentrera sur le **marché intérieur** et s'efforcera d'améliorer l'environnement administratif des entreprises, de renforcer l'emploi, ainsi que la flexibilité sur le marché du travail. La Présidence travaillera encore à la **libéralisation du commerce mondial**, et luttera contre la concurrence déloyale et la protection insuffisante des droits de propriété intellectuelle. L'objectif est non seulement d'accroître la **compétitivité** de l'Europe et la **confiance des consommateurs**, mais aussi de renforcer la confiance des PME, qui est particulièrement importante dans une conjoncture économique difficile.

La Présidence souhaite aborder la **reprise des marchés financiers** et les discussions sur l'**amélioration de la gouvernance**, afin de faire face à la baisse de la croissance économique et de préparer l'UE à la réforme de l'architecture financière mondiale. La présidence tchèque mettra en œuvre le **Plan européen de redressement**.

Le récent différend gazier entre la Russie et l'Ukraine place la **sécurité énergétique** en priorité de l'ordre du jour. La République tchèque souhaite vivement promouvoir l'élaboration d'une stratégie européenne pour une meilleure sécurité énergétique ainsi qu'une **politique énergétique commune**. Afin de réduire la dépendance énergétique de l'UE tout en favorisant un marché intérieur unifié pour l'énergie, elle entend à la fois poursuivre une plus grande **diversification territoriale** des sources et des fournisseurs d'énergie, promouvoir les énergies renouvelables et introduire des mesures d'efficacité. Elle mettra l'accent sur **les engagements de Kyoto** afin d'ouvrir la voie à un large consensus international devant être atteint à Copenhague à la fin de 2009.

La Présidence insistera sur l'importance d'un **dialogue transatlantique** étroit avec la nouvelle administration américaine dans des domaines clés : la sécurité, l'économie, l'énergie et la protection du climat. Les Tchèques souhaitent poursuivre les efforts dans les domaines où la Présidence française a été très active : multilatéralisme efficace, Moyen-Orient, Pakistan et Afghanistan, Russie ; tout en en promouvant d'autres : la coopération en matière de régulation et le renforcement du Conseil économique transatlantique.

Une autre initiative est le lancement du projet de **Partenariat oriental**, qui vise à renforcer la coopération avec les pays de la « dimension orientale » de la Politique européenne de voisinage, et se poursuivra également avec le Sud. Les négociations d'adhésion avec la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine continueront, et les perspectives des pays des Balkans occidentaux seront examinées.

Le coût de la Présidence pour la République tchèque est estimé à environ **EUR 76 millions**. Plus de **480 personnes supplémentaires** ont été recrutées. La République tchèque accueille **13 réunions ministérielles informelles** et plus de **140 réunions de travail** à différents niveaux. Quelque 30 000 personnes devraient visiter la République tchèque dans les six prochains mois.

Les événements importants de la Présidence de l'UE comprennent le **Sommet européen de printemps**, le **60^{ème} anniversaire de l'OTAN** avec une éventuelle visite du Président Obama en Europe, le **cinquième anniversaire de l'élargissement de l'UE** et le **Sommet pour le Partenariat oriental** prévu pour le mois d'avril.

Sur un plan plus général, la Présidence tchèque de 2009 devrait sensiblement augmenter l'intérêt pour l'UE des citoyens et des médias tchèques, et donc fournir des opportunités majeures pour une communication réussie des **Priorités de 2009 en matière de communication**. Un **Plan de communication commun** pour la période de la Présidence a été adopté par la Représentation de la Commission à Prague et les services du Vice-Premier Ministre Alexandr Vondra. La Représentation financera les activités de communication conjointes avec un budget global d'environ EUR 400 000.

« Au sein de l'Union européenne, il y a de grands avantages à travailler ensemble. C'est une situation gagnant-gagnant. Et c'est pourquoi je suis si heureux que, dans la préparation de la Présidence tchèque, une réflexion ait été menée quant à l'identification de certaines mesures pour lesquelles les Tchèques peuvent coopérer avec la Commission, et en particulier avec la Représentation à Prague », a noté Claus H. Sørensen, Directeur général de la DG COMM, lors de sa récente visite à Prague.

Représentation de la Commission européenne en République tchèque

La Newsletter Europe Direct est disponible sur l'Intranet du Réseau :

<http://ednetwork.ec.europa.eu/europedirect/>

et sur le site Internet public Europe Direct :

<http://ec.europa.eu/europedirect/>

Contributions

Si vous souhaitez relater un événement ou annoncer une activité à venir, veuillez envoyer votre contribution à ed_newsletter@coleurop.be.

Éditorial : La Présidence tchèque de l'UE : une Europe sans barrières 2

Nouvelles d'Europe Direct 4

Débat sur les sujets chauds de l'année
Obtenir des financements européens pour des projets énergétiques
Animations en milieu scolaire
Visite au plus grand parlement du monde
La richesse d'une Europe diverse
Recherche de partenariat
Nouvelle année – nouveau look

Élections Européennes 8

Élections européennes : pourquoi voter vaut la peine
Les Groupes politiques au Parlement européen
Le PE en Web-TV
Glossaire

Nouvelles de l'UE 12

Célébrer l'euro
Établir le parcours vers le redressement économique
Linz et Vilnius : Capitales européennes de la Culture 2009
Les droits des travailleurs à l'étude
Lancement du Partenariat oriental
Objectifs ambitieux pour atténuer le réchauffement climatique
La Suisse entre dans l'espace Schengen

Chiffre Clé 15

Citoyens Actifs 16

Cliquez et parlez : débat sur l'avenir de l'Europe
Économisez plus avec la carte de réduction EURO<26
« Devenez photographe d'un jour sur notre site ! »
Capitale européenne de la jeunesse 2009 – soyez créatifs !

Entretien 18

Le Coin des Annonces 19

Calendrier 2009 20

Mention légale

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Commission européenne.

Informations sur l'éditeur

Helpdesk Europe Direct au Collège d'Europe
(contrat de service PO/2005 - 06/A2).

Éditeur principal : DG COMM/B.2

Collège d'Europe :
Éditeurs : Cordula Singer, Daniel Pyster
Design : Jeff Van Loo



College of Europe
Collège d'Europe

Brugge



Natolin

Débat sur les sujets chauds de l'année



Participants lors d'un débat à Plovdiv

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, ED Plovdiv a invité des jeunes à participer à un débat ouvert sur les principaux thèmes de l'année, y compris les élections du Parlement européen. Le résultat s'est révélé étonnamment positif.

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, 120 jeunes se sont rendus au prestigieux Musée de l'histoire de Plovdiv pour exprimer et échanger leur point de vue sur des thèmes politiques majeurs. Une exposition de photographies pour l'Année européenne du dialogue interculturel intitulée « The sun shines for everyone » (Le soleil brille pour tous) a été organisée en parallèle à l'événement.

Les discussions ont porté sur quatre grands thèmes : (1) les droits de l'homme et les droits des citoyens européens ; (2) le changement climatique et la durabilité en Europe ; (3) les élections au Parlement européen (PE) en 2009 ; et (4) l'Europe en tant que

partenaire mondial.

Les étudiants ont participé à l'événement avec enthousiasme et ont activement pris part aux débats. Certains ont exprimé leur souhait de voir la Bulgarie dotée d'un système judiciaire plus efficace et qui protégerait mieux les droits de l'homme. D'autres ont critiqué le fait qu'il n'existe aucun conseil des élèves dans les écoles bulgares pour protéger les droits des jeunes. L'attention a également été attirée sur le fait que de nombreux citoyens bulgares ne sont pas bien informés de leurs droits. Concernant le second thème, la protection de l'environnement, les opinions étaient plus positives. Certains étudiants se sont réjouis de l'acquisition par les autorités locales de nouvelles poubelles de collecte pour les déchets ménagers. Ils ont également exprimé leur admiration pour les ambitions européennes en matière de lutte contre le changement climatique. Certains se sont montrés favorables au développement potentiel de biocarburants en Bulgarie. S'agissant du troisième thème, les élections du PE, la majorité des participants a affirmé qu'ils utiliseraient leur droit de vote en juin. Ils ont d'ailleurs expliqué qu'ils ne manqueraient pas leur première opportunité d'utiliser leurs droits de citoyens européens. Enfin, concernant le dernier point, l'Europe comme partenaire mondial, la plupart des étudiants a largement apprécié les efforts de l'UE, en particulier dans le domaine de l'aide humanitaire apportée aux pays tiers.

Daniel Dakovski
ED Plovdiv (Bulgarie)

Obtenir des financements européens pour des projets énergétiques

Un séminaire organisé par ED Aberdeen a livré aux acteurs locaux un aperçu de la politique énergétique européenne et des programmes de financement.

Le 12 novembre 2008, ED Aberdeen – couvrant le nord-est du pays en coopération avec le Conseil municipal d'Aberdeen, Scottish Enterprise, Scotland Europa et le Réseau de soutien européen aux entreprises – a accueilli un séminaire gratuit au Centre d'exposition et de conférence d'Aberdeen sur la politique énergétique européenne et les financements.



Stephen Gethins lors d'une présentation à Aberdeen

Ce séminaire a offert aux participants l'occasion idéale de mieux comprendre la politique énergétique européenne et la façon dont elle affecte l'industrie de l'énergie dans le nord-est de l'Écosse. Les participants ont également bénéficié d'informations et de services d'orientation sur les opportunités de financements disponibles dans le secteur de l'énergie dans le cadre du septième programme-cadre (FP7) et du programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP).

Le programme du séminaire comprenait des présentations de Stephen Gethins, Karen Fraser et Luca Polizzi de Scotland Europa et du Dr Charles Bow du Réseau de soutien européen aux entreprises. Andy Oldroyd, dont l'entreprise Oldbaum Services a obtenu un financement au titre du programme FP7, a également présenté un cas de bonne pratique, accueilli avec enthousiasme.

Autre avantage, l'événement a offert une précieuse opportunité pour les petites et moyennes entreprises (PME) de rencontrer individuellement des experts en financement et a également ouvert la voie au travail en réseau. Tant les PME locales que les représentants locaux du gouvernement et les ONG ont manifesté un vif intérêt et l'événement a été jugé utile et intéressant par les conférenciers et par les participants.

Les présentations effectuées dans le cadre de l'événement seront disponibles en ligne sur le site Internet du Centre d'Information :

http://www.aberdeencity.gov.uk/ACCI/web/site/Libraries/NS/lib_europeirect.asp

**Yvonne Barcla
Joy McGrimmond**
ED Aberdeen (Royaume-Uni)

Animations en milieu scolaire

Les actions de sensibilisation des jeunes à l'Europe sont une priorité pour ED Bourgogne de Nevers.

Depuis notamment la mise en place par la structure hôte du Centre d'Information – le Conseil régional de Bourgogne –, ED Bourgogne de Nevers s'emploie à intervenir dans les établissements scolaires de la Nièvre, appuyé pour cela par le Conseil général de la Nièvre et la ville de Nevers, ville-préfecture du département. Le chargé de mission se déplace fréquemment dans les écoles primaires, les collèges, les lycées et les établissements universitaires en adaptant son intervention à chacun de ces publics.

Si les discours sont différents en fonction des publics, les idées et thématiques abordées avec les élèves restent les mêmes :

- la création de l'Union européenne au sortir de la Seconde guerre mondiale, le besoin de paix entre les peuples ;
- l'Union européenne par rapport aux autres régions : démographie, géographie, etc. ;
- les élargissements successifs et leurs raisons politique, économique ou sociale ;
- les clés pour comprendre le rôle et le fonctionnement des principales institutions qui composent l'Union européenne.

Les contenus pédagogiques sont travaillés avec l'Éducation nationale par ses représentants locaux à travers l'Inspection académique de la Nièvre.

Pour les établissements universitaires, le Centre d'Information s'attache à aborder des questions qui concernent plus directe-



Intervention de Denis Indract à la gare de Nevers

ment les étudiants. Par exemple, en octobre 2008, ED Bourgogne a organisé une conférence avec les élèves ingénieurs de l'Institut Supérieur d'Automobile et des Transports à propos de la réduction des gaz à effet de serre pour les véhicules touristiques avec la participation d'un député européen et d'industriels de l'automobile.

Enfin, ED Bourgogne et la radio associative BAC FM du lycée Raoul Follereau de Nevers ont mis en place des chroniques mensuelles d'une dizaine de minutes à propos de l'Union européenne, diffusées plusieurs fois dans le mois.

À ce jour, ce sont près de 2 500 scolaires qui ont bénéficié de ces interventions gratuites.

Denis Indract
ED Bourgogne de Nevers (France)

Visite au plus grand parlement du monde

En vue des élections européennes, ED Freiburg a organisé une visite au Parlement européen à Strasbourg.

Le Parlement européen (PE) est le plus grand parlement multinational du monde, totalisant 785 membres de 27 pays. 99 MPE viennent d'Allemagne, le plus grand État membre, et onze d'entre eux sont originaires du Land de Baden-Württemberg. L'importance de cette institution est néanmoins largement sous-estimée par de nombreux citoyens, et ce malgré le fait qu'une majorité des lois nationales voit désormais le jour grâce à des initiatives européennes.

Avec les élections européennes du mois de juin en toile de fond, l'Info Point Europe-ED Freiburg a organisé, en coopération avec la Volkshochschule de Freiburg (Centre de formation pour adultes), une journée d'excursion au PE à Strasbourg en décembre dernier. Une semaine avant le voyage, les participants ont été invités à un cours d'introduction à la bibliothèque municipale de Freiburg pendant lequel ils ont été informés du rôle du PE et du travail des parlementaires européens.

L'après-midi de la journée d'excursion a commencé par une session de questions-réponses en compagnie du Dr Silvana Koch-Mehrin (ADLE). La parlementaire européenne, qui siège au PE depuis 2004, a passé plus d'une heure à fournir des réponses avisées à toutes les questions, même aux plus complexes.



Participants avec MPE Dr Silvana Koch-Mehrin

Après la séance de discussion, les participants ont pu observer les eurodéputés en action depuis la galerie publique de la chambre plénière. Ils ont également pu admirer de plus près l'impressionnante architecture du bâtiment au cours d'une visite des lieux.

Outre la visite du Parlement, les visiteurs d'outre-Rhin ont également pu arpenter les rues de Strasbourg. Les différents marchés de Noël ont été l'occasion de montrer les traditions locales et étrangères donnant ainsi à la ville une atmosphère fort à propos puisque Strasbourg aime à s'appeler la « Capitale de Noël ».

**Volker Steimel
Clemens Schweizer**
ED Freiburg (Allemagne)

La richesse d'une Europe diverse

ED Andalucía Rural a célébré l'Année européenne du dialogue interculturel avec une campagne spéciale menée tout au long de l'année.

Personne ne peut nier l'importance de créer des liens entre les différentes cultures présentes sur notre vieux continent. Une société aussi diverse que la société européenne doit adopter une approche interculturelle pour permettre la communication et pour instaurer la confiance comme base de la cohésion et de la paix.

C'est pour cette raison qu'ED Andalucía Rural a décidé de participer aux célébrations organisées à l'occasion de l'Année européenne du dialogue interculturel et a lancé une campagne animée par de nombreuses activités tout au long de l'année écoulée.

Au cours du premier semestre, dix écoles primaires et secondaires ont pris part à un atelier pour enfants intitulé « La ville



De jeunes participants dans un jeu de rôles

colorée » et à une session d'information interactive pendant laquelle les élèves ont pu participer à des jeux de rôles, écrire des chansons de rap et participer à des débats. Les ateliers et les sessions se sont répétés plus de 20 fois et ont attiré plus de 500 écoliers. Les activités ont également été enregistrées, et le matériel a donc pu être utilisé pour la production de quatre programmes radiophoniques sur l'Année européenne du dialogue interculturel diffusés sur plusieurs centaines de radios régionales. Enfin, à l'occasion de cette première partie de la campagne, deux volontaires européens du Centre d'In-

formation ont réalisé un programme radio hebdomadaire intitulé « Diverse Europe » dans lequel ils partagent avec les auditeurs locaux, sur un ton humoristique, les aspects interculturels de leur intégration.

La deuxième série des festivités a eu lieu après l'intermède estival. Les langues ont été mises en avant comme des éléments importants de la diversité européenne et les élèves en dernière année de secondaire ont été invités à s'exprimer sur le dialogue

interculturel et les opportunités de mobilité dans l'UE. Plus de 800 jeunes de douze établissements secondaires différents ont participé aux dizaines de débats organisés dans le cadre cette initiative qui s'est vue couronnée de succès.

Nous espérons sincèrement que notre campagne a contribué de façon positive à la célébration de cet événement européen fondamental. Et si l'on en croit l'avis des écoles et du public, nous avons réussi !

Raquel Moreno Vicente
ED Andalucía Rural (Espagne)

Recherche de partenariat

ED Haute-Loire recherche un groupe de jeunes Suédois âgés de 11 à 15 ans pour participer à un projet européen.

Le Conseil de la jeunesse de la Haute-Loire, un groupe de 41 adolescents représentant près de 11 000 écoliers locaux, souhaite nouer des liens avec un groupe similaire en Suède. Grâce à un questionnaire (en anglais et en français) qui sera distribué au groupe partenaire, les deux parties pourront améliorer leur compréhension de la culture, de l'histoire, de la politique et de la vision de l'autre. L'idée consiste également à distribuer les questionnaires complétés à toutes les écoles secondaires de la région.



Pour plus d'informations sur le projet et pour recevoir des exemplaires du questionnaire, veuillez contacter Anne-Laure Stanislas à ✉ europaecg43.fr.

Anne-Laure Stanislas
ED Haute-Loire (France)

Nouvelle année – nouveau look

Pour fêter la nouvelle année, la Newsletter Europe Direct se pare d'un nouveau format. Nous expliquons ici les changements majeurs et vous donnons les clés pour trouver plus d'informations.

Le changement n'a certainement pas échappé aux habitués du Réseau : la Newsletter arbore un look et une mise en page entièrement nouveaux ! Et pour les nouveaux venus – que nous souhaitons accueillir chaleureusement – notre publication sera, nous l'espérons, un outil utile pour embrasser en un coup d'œil le Réseau Europe Direct et les politiques européennes.

Alors, quoi de neuf ?

La Newsletter s'ouvre sur l'éditorial et une section Europe Direct plus fournie pour l'échange de bonnes pratiques et l'annonce d'événements liés au Réseau. Une section entièrement consacrée au thème principal suivra ensuite : ce mois-ci, les Élections européennes sont à l'honneur. Les pages suivantes livrent des informations de fond sur des politiques européennes choisies et de brefs résumés concernant les dernières évolutions au niveau institutionnel. La rubrique « Citoyens actifs » est une nouveauté s'adressant

aux Européens désireux de s'engager. L'entretien vous fera découvrir de plus près une personnalité européenne du premier plan : pour l'édition du printemps, nous donnons la parole au président du Parlement européen Hans-Gert Pöttering. Enfin, pour vous tenir au courant des dernières publications ou des événements importants, consultez les rubriques « Le Coin des Annonces » et « Calendrier » des deux dernières pages.

Vous souhaitez en savoir encore plus ? Alors rendez-vous sur le « Newscorner » de l'Intranet du Réseau Europe Direct où vous trouverez plus d'informations et de documents. Et surtout, ne manquez pas les séminaires de formation et les rencontres générales annuelles (voir Calendrier, p. 20).

Vous voulez écrire un article sur un événement ED réussi, vous avez une annonce intéressante à faire ou vous souhaitez donner votre avis sur la Newsletter ? Alors envoyez votre contribution à ✉ ed_newsletter@coleurop.be. Si vous avez d'autres questions ou besoin d'aide, n'hésitez pas à nous contacter au Helpdesk ED.

Helpdesk ED

Élections européennes : pourquoi voter vaut la peine

Du 4 au 7 juin, les citoyens européens seront à nouveau appelés aux urnes. Encourager les citoyens à voter relève du défi ? Peut-être, mais il existe néanmoins de bonnes raisons pour se déplacer le jour du vote.

Aucun autre événement l'année dernière n'a autant retenu l'attention que les élections présidentielles américaines. Pendant la campagne électorale, le nouveau Président, Barack Obama, a réussi à toucher le cœur des gens et à les inspirer grâce à son slogan « Yes, we can ». Il a mené une campagne innovante, explorant pleinement les opportunités offertes par les nouveaux médias, dans le but de toucher plus de votants.

De ce côté-ci de l'Atlantique, les élections parlementaires européennes se dérouleront du 4 au 7 juin 2009. Ces élections seront décrites au superlatif : la plus grande élection transnationale de l'histoire, 30 ans exactement après que les membres du Parlement européen ont été démocratiquement élus pour la première fois. Les 375 millions d'électeurs européens peuvent élire 736 eurodéputés parmi 9 000 candidats. La Bulgarie et la Roumanie, pour la première fois, voteront en même temps que les autres États membres. Malgré tout cela cependant, une ombre menace l'événement dans son ensemble : l'indifférence des électeurs.

Le défi : la participation

Alors qu'en 1979 près de deux tiers de la population faisaient usage de leur droit de vote, ce pourcentage n'a cessé de décroître : en 1999, la participation était déjà en dessous de 50 %, et en 2004 elle tombait à un record historique de 45,6 % (voir tableau). Les perspectives pour cette année sont tout sauf roses. Selon un sondage Eurobaromètre, au printemps 2008, seuls 16 % des Européens étaient au courant que des élections allaient avoir lieu ; chez plus de la moitié d'entre eux, elles ne suscitaient aucun intérêt. Seuls 30 % étaient sûrs de voter, et 14 % étaient sûrs du contraire. La situation, évidemment, est souvent similaire pour les élections nationales ou régionales. Mais après le « non » au référendum irlandais sur le traité de Lisbonne et en ces heures de crise financière, l'Europe ne peut se permettre de recueillir une faible participation. La classe politique européenne doit donc se demander quelle est la cause de ce manque d'intérêt et comment convaincre les électeurs d'aller voter.

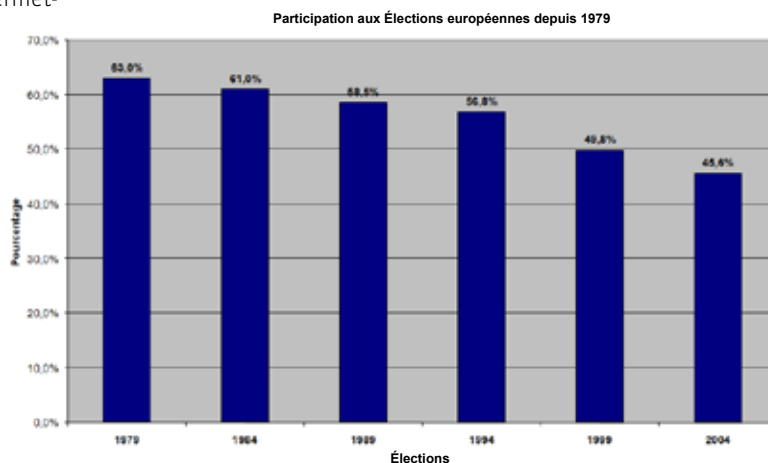
L'institution sous-estimée

Une explication importante du faible taux de participation est la méconnaissance par le grand public du rôle politique du Parlement européen (PE). Sebastian Kurpas, chercheur au CEPS (Centre for European Policy Studies), estime que l'impossibilité pour le PE d'initier le processus législatif explique le peu d'intérêt qu'il suscite auprès des médias. Depuis 2004, plus de décisions politiques ont été prises en amont et à huis clos, indiquant qu'un accord en première lecture a été possible. « Ceci est peut-être efficace, mais cela n'est pas forcément transparent », ajoute M. Kurpas.

Personne ne peut nier, cependant, que le Parlement européen est devenu un partenaire politique important dans la structure institutionnelle de l'UE. Le traité de Lisbonne renforcerait encore la position du PE. Aujourd'hui, on estime entre 60 et 80 % la part de la législation nationale basée sur les exigences de l'UE. Grâce à une expansion constante de l'utilisation de la procédure de codécision (voir Glossaire, p. 11), le PE joue un rôle clé dans l'adoption de plus de deux tiers de la législation communautaire. Dans cette procédure, l'institution est en effet sur un pied d'égalité avec le Conseil. Les eurodéputés, par exemple, ont influencé de manière décisive le paquet « Énergie-Climat » adopté à Strasbourg le 17 décembre dernier. Parmi les autres initiatives dans lesquelles le PE était très impliqué, citons le Règlement REACH sur la sécurité chimique, les tarifs d'itinérance pour les appels sur des téléphones portable, la reconnaissance des diplômes au sein de l'UE, les exigences en matière d'étiquetage des produits alimentaires et les droits des passagers aériens.

Le PE partage aussi la responsabilité avec le Conseil en ce qui concerne l'adoption du budget de l'UE, et a un droit de regard sur les « perspectives financières pluriannuelles ». Les eurodéputés détiennent encore le pouvoir de confirmer ou de révoquer la Commission. En 1999, une seule menace de cette prérogative avait suffi à faire démissionner la Commission. Et cette année encore, les commissaires fraîchement nommés seront examinés par le PE.

Enfin, le Parlement européen est une institution extrêmement proche des citoyens, non seulement du fait de l'élection démocratique des membres qui le composent. Les députés nomment l'Ombudsman européen (Médiateur européen), et les citoyens de l'UE peuvent s'adresser directement au PE pour des questions relatives au droit communautaire. C'est par exemple grâce à des pétitions signées par les citoyens européens que les implants mammaires sont désormais sujets à des contrôles de qualité et de sécurité avant de se voir conférer une autorisation sur le marché intérieur de l'UE.





Vous souhaitez en apprendre encore plus sur les élections du Parlement européen ? Rendez-vous sur le site Internet officiel des élections 2009 : www.europarl.europa.eu/elections2009/default.htm?language=FR

Préoccupations nationales vs européennes

Le faible intérêt que suscitent les élections au PE s'explique également par le fait que les problématiques européennes passent souvent après les préoccupations nationales. Selon Sebastian Kurpas, ceci est dû avant tout au manque de personnalisation de la campagne électorale européenne : « Au niveau européen, nous n'avons pas encore pu observer de cas type "Obama contre McCain" ». Lors des dernières élections au PE, les questions européennes ont été utilisées en partie à des fins nationales. Les élections européennes 2009 devraient être vues comme un « tour de chauffe » pour des échéances nationales ou régionales. Un autre obstacle à une participation satisfaisante, selon M. Kurpas, est le scrutin de liste, les candidats aux élections européennes étant généralement placés sur des listes nationales. « Les eurodéputés n'ont généralement que peu d'intérêt à se concentrer sur les questions européennes ; le réel enjeu est de s'assurer qu'ils sont en bonne place par rapport à leurs collègues de partis nationaux », explique Sebastian Kurpas.

Les campagnes européennes transnationales souffrent aussi du fait que, en dépit de conditions démocratiques électorales similaires, les différences nationales perdurent en termes de circonscriptions, de droit d'éligibilité, et même de jour de l'élection. Malgré tout cela, les Verts sont parvenus à mener une campagne véritablement européenne en 2004. De plus, le traité d'Amsterdam prévoit d'ores et déjà que le PE élabore une proposition pour une procédure d'élection uniforme. L'eurodéputé libéral Andrew Duff (ALDE), qui travaille actuellement sur cette question, suggère des listes transnationales, une réduction de l'âge de vote à 16 ans, ainsi que d'autres réformes électorales. Comme l'eurodéputé l'a souligné devant les journalistes : « Ce sont des mesures radicales, mais elles sont absolument nécessaires pour s'attaquer au profond déficit démocratique auquel fait face l'UE ». Il espère à présent que sa proposition sera adoptée pour les prochaines élections au PE en 2014.

Des méthodes de communication innovantes

Le manque d'information des citoyens de l'UE sur les questions européennes est l'argument majeur mis en avant pour expliquer la faible participation aux élections européennes. Bien sûr, il appartient principalement aux candidats eux-mêmes de se faire connaître ; mais les autres institutions de l'UE ont aussi entrepris

diverses initiatives. De fait, les priorités de communication interinstitutionnelle pour 2009 incluent les élections au PE. Les institutions ont aussi adopté une déclaration conjointe sur la façon de communiquer sur l'Europe (voir Newsletter 2008/12, p. 15). Comme l'a rappelé à ce propos le Vice-Président du PE Alejo Vidal-Quadras (PPE-DE) : « Plus d'information et une meilleure communication sont nécessaires si nous voulons éveiller l'attention des citoyens européens à l'Union européenne et leur faire prendre conscience des réussites européennes tangibles au quotidien ». Le sujet revêt également une grande importance pour la Vice-Présidente de la Commission Margot Wallström. Au cours d'un discours à l'Université Humboldt de Berlin au mois de novembre, elle a expliqué que la communication sur l'Europe devait être simplifiée, harmonisée et structurée en ayant l'opinion publique à l'esprit. Elle a aussi souligné que les élections américaines avaient démontré l'importance de l'information en exploitant le plein potentiel des nouveaux canaux et méthodes. « Malgré toutes les différences entre États-Unis et Europe, le rôle qu'Internet va être amené à jouer changera certainement la configuration ici aussi. L'utilisation des moyens modernes de communication, la décentralisation des campagnes électorales [...] et la création de chaînes et de forums pour écouter et dialoguer avec les électeurs seront certainement des éléments clés en Europe, et ce dans un futur proche. »

Les citoyens peuvent déjà suivre les activités du Parlement européen au quotidien via une option de streaming sur Internet, disponible en 20 langues (voir article p. 11). Autre exemple, le nouveau service offert par le Bureau d'information du PE en Allemagne, qui rappelle la date des élections via SMS ou courriel.

Mais les gouvernements et médias nationaux, et surtout les spécialistes régionaux et locaux de communication doivent eux aussi mettre davantage l'accent sur les questions européennes. Les sondages montrent que l'état de l'économie arrive en premier rang des préoccupations des Européens ; les autres sujets varient d'un État membre à l'autre. Il est donc clair que seule une information ciblée aura un impact sur les citoyens. C'est aussi ici que le Réseau Europe Direct prend tout son sens – les membres du Réseau peuvent d'ailleurs en apprendre davantage sur la manière de communiquer sur les élections européennes à l'occasion d'un événement spécial au mois de février.

La voix des électeurs

Le slogan « Yes, we can » a déjà été utilisé avec succès par Barack Obama. Rien n'empêche, cependant, une attitude européenne elle aussi entreprenante et dynamique. Nombre d'éléments montrent ainsi l'importance de participer à ces élections historiques. C'est maintenant aux experts en communication de transmettre ce message aux citoyens européens. Parmi ces professionnels, les Centres d'Information Europe Direct, véritables ponts entre les institutions européennes et les citoyens, auront un rôle crucial à jouer. Ils entretiennent un dialogue privilégié au niveau local et sont à même de répondre aux préoccupations des citoyens. Ensuite, il appartient naturellement aux électeurs eux-mêmes de contribuer à une Europe démocratique et de rendre possible le changement politique simplement en plaçant leur bulletin dans l'urne le jour de l'élection.

Les Groupes politiques au Parlement européen

Le Parlement européen est le plus grand organe législatif multinational du monde à être élu au suffrage universel direct, ce qui explique sa structure complexe. Voici une courte introduction aux sept groupes politiques européens.

Depuis les premières élections directes en 1979, le Parlement européen (PE) a grandi à la fois en termes de pouvoir politique et de taille. Il est aujourd'hui composé de 785 membres du Parlement européen (MPE) de 27 pays différents. Selon les termes du traité de Nice, ce nombre sera ramené à 736 à partir de 2009. La grande majorité des parlementaires européens appartient à l'un des sept groupes politi-

ques, en fonction de leur appartenance partisane au niveau national. Vingt membres au minimum, provenant d'au moins un cinquième des États membres, sont nécessaires pour former un tel groupe. Chacun d'eux a un ou deux présidents, un bureau et un secrétariat. Dans le Parlement actuel, un certain nombre de députés n'appartient à aucun de ces groupes.

Groupe du Parti Populaire Européen et des Démocrates Européens (PPE-DE)

Fondé en 1953 en tant que Groupe chrétien démocrate
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 288 issus des 27 États membres*
Président : Joseph Daul (France)
Site Internet : www.epp-ed.eu

Groupe Socialiste au Parlement Européen (PSE)

Fondé en 1953 en tant que Groupe socialiste
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 217 issus de 25 États membres*
Président : Martin Schulz (Allemagne)
Site Internet : www.socialistgroup.eu

Groupe de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE)

Fondé en 1953 en tant que Groupe des libéraux et des alliés
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 100 issus de 22 États membres*
Président : Graham Watson (Royaume-Uni)
Site Internet : www.alde.eu

Groupe des Verts/Alliance Libre Européenne (Verts/ALE)

Fondé en 1999
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 43 issus de 14 États membres*
Co-Président : Monica Frassoni (Italie)
Co-Président : Daniel Cohn-Bendit (Allemagne)
Site Internet : www.greens-efa.org

Union pour l'Europe des Nations (UEN)

Fondé en 1999
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 44 de six États membres*
Co-Président : Brian Crowley (Irlande)
Co-Président : Cristiana Muscardini (Italie)
Site Internet : www.uengroup.org

Gauche Unitaire Européenne /Gauche Verte Nordique (GUE/NGL)

Fondé en 1994 en tant que Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne (GUE).
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 41 de 14 États membres
Président : Francis Wurtz (France)
Site Internet : www.guengl.eu

Groupe Indépendance/Démocratie (IND/DEM)

Fondé en 2004
Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 22 de neuf États membres*
Co-Président : Hanne Dahl (Danemark)
Co-Président : Nigel Farage (Royaume-Uni)
Site Internet : www.indemgroup.org

Membres non-inscrits

Nombre de MPE dans la législature 2004-2009 : 30 de neuf États membres*

* Voir : <http://www.europarl.europa.eu/members/expert.do?language=FR>

Le PE en Web-TV

En cette année d'élections, une chaîne moderne de télévision en ligne offre aux citoyens européens des nouvelles toutes fraîches du Parlement européen.

« Notre travail est de prendre les bonnes décisions pour près de 500 millions de citoyens européens », répond Gérard Onesta, l'eurodéputé français des Verts, à une question d'un jeune visiteur du Parlement européen. Avec sa réponse, le parlementaire n'a pas seulement touché le visiteur en question, mais aussi les téléspectateurs visionnant la courte vidéo sur EuroparlTV.

La plateforme Web EuroparlTV a été lancée en automne dernier par le PE pour permettre aux Européens, à l'approche des élections, de s'informer sur les institutions de l'UE d'une « manière moderne et créative », peu coûteuse et surtout facile d'accès. Selon les mots du Vice-Président du PE Alejo Vidal-Quadras (PPE-DE), il s'agit d'« une nouvelle aventure ».

L'idée n'est pas totalement nouvelle cependant : Europe by Satellite propose depuis longtemps une couverture vidéo en direct des événements se tenant dans les institutions européennes, et EU Tube réunit également bon nombre de matériel vidéo concernant l'UE. Mais EuroparlTV offre, il est vrai, une nouvelle dimension.

Par exemple, le site Internet EuroparlTV est disponible en 23 langues, et la plupart des vidéos peuvent être sous-titrées dans

les langues principales. Quatre chaînes sont conçues pour toucher des publics différents. « Votre Point de vue » couvre des sujets d'intérêt général et donne aux citoyens une possibilité d'exprimer leur opinion, tandis que « Jeune Europe » offre du matériel spécialement pensé pour les écoliers. Des extraits de débats ou d'autres événements peuvent être visionnés sur « Parlement EN DIRECT ». Enfin, « Votre Parlement » fournit des informations de base sur les sujets européens du moment. Les contenus des programmes doivent être en accord avec une charte éditoriale stricte qui requiert, entre autres, neutralité et approche pluraliste et interactive.

Au final, EuroparlTV est « probablement la plateforme de Web-TV la plus grande, la plus complexe du monde », selon Paul Tarplee de Twofour Digital, l'entreprise en charge du projet. Le PE étant la plus grande assemblée de représentants multinationaux élus au monde, un projet d'une telle envergure semble approprié.

Comme nous l'apprend l'eurodéputé Gérard Onesta sur EuroparlTV, le travail du PE ne coûte à chaque citoyen de l'UE que trois euros par an, qui sont investis dans « la paix, la prospérité et le progrès ». Il s'agit là d'un message positif auquel devrait avoir accès un public aussi large que possible.

www.europarl.tv/europa.eu

Glossaire

La procédure de codécision

La procédure de codécision est le procédé législatif central de prise de décision au sein de la Communauté. Elle permet au Parlement européen d'adopter des instruments législatifs en partenariat avec le Conseil de l'Union européenne. La procédure comprend une, deux ou trois lectures. Elle a pour effet d'augmenter le nombre de contacts entre le Parlement et le Conseil (les co-législateurs) et avec la Commission européenne.

Introduite à l'origine par le traité de Maastricht (Article 251) la procédure de codécision a depuis été à la fois étendue et simplifiée. Avec l'entrée en vigueur du traité de Nice, ce sont plus de 40 domaines du premier pilier sur lesquels les décisions sont prises au moyen de cette procédure.

http://ec.europa.eu/codécision/index_fr.htm



Célébrer l'euro

Le 1^{er} janvier 2009, jour du dixième anniversaire de l'euro, la Slovaquie est devenue le 16^{ème} État membre à adopter la monnaie unique. Ces événements donnent l'occasion à la fois de revenir sur les réussites et d'anticiper les défis à venir.

Un baiser pour un euro... qui refuserait une telle offre ? Les deux étudiants qui ont eu l'idée de cette « blague du Réveillon » n'ont pas dû chômer lors de la fête du Nouvel an à Bratislava, lorsque 100 000 fêtards enthousiastes ont pris congé de 2008 et souhaité la bienvenue à 2009 et à leur nouvelle monnaie.

La monnaie unique a donc remplacé la « koruna » (couronne) slovaque, un changement qui a été bien perçu. Le large enthousiasme en Slovaquie n'est pas une surprise, puisque le pays espère bénéficier d'une compétitivité plus grande, d'emprunts facilités et de coûts de transaction moindres. Ceci a été souligné par Joaquín Almunia, Commissaire en charge des affaires économiques et monétaires. Lors d'un discours à Bratislava le 8 janvier, il a remarqué que « l'anticipation par les marchés de l'adoption de l'euro a joué le rôle d'un stabilisateur important lors du déclenchement de la crise financière actuelle ».

La Slovaquie a choisi une date hautement symbolique pour son entrée dans le « club de l'euro » : le dixième anniversaire de la monnaie unique européenne et de l'Union économique et monétaire (UEM).

Un regard sur la dernière décennie donne des raisons d'être optimistes. Depuis son introduction en 1999, l'euro est devenu la monnaie officielle de 16 États membres de l'UE – soit près de 330 millions de citoyens – et la monnaie effective dans neuf autres pays. L'euro est aujourd'hui considéré comme la deuxième monnaie la plus importante après le dollar. La plupart des membres de l'UEM a connu des évolutions économiques et financières positives, symbolisées par une inflation moyenne faible – de l'ordre de 2 % –, des taux d'intérêt à long terme chutant de près de 50 %, et des déficits budgétaires tombant l'année dernière à un niveau record de 0,6 % du PIB. Les consommateurs, eux aussi, en ont ressenti les effets positifs : des prix plus bas – grâce à des taux de change stables – et des relations commerciales renfor-



L'euro fête ses dix ans.

cées. Enfin, la monnaie unique joue encore un rôle important dans l'intégration européenne. « L'euro est devenu le symbole de l'identité européenne et constitue un facteur de stabilisation solide [...]. Nous devrions être fiers de ce résultat, et nous devons préserver le cadre macroéconomique et budgétaire sain qui a permis à l'euro de remporter un tel succès », a résumé M. Almunia le 1^{er} janvier.

Mais le Commissaire a également souligné que dans la récession actuelle, le Pacte de Stabilité et de Croissance et ses obligations de surveillance devaient être dûment respectés. Les pays de l'UEM doivent jouer un rôle encore plus important en coordonnant mieux leurs politiques économiques et en se tenant aux principes financiers et budgétaires.

➤ http://ec.europa.eu/economy_finance/the_euro/index_fr.htm?cs_mid=2946

➤ http://ec.europa.eu/economy_finance/emu10/index_fr.htm

Établir le parcours vers le redressement économique

Après un mois d'octobre particulièrement tumultueux dans les marchés financiers mondiaux, la Commission a publié « Un plan européen pour la relance économique » le 26 novembre 2008, en pleine période de prédictions pessimistes quant à l'impact de la crise sur l'économie réelle dans les années à venir.

À la mi-janvier, les prévisions intérimaires ont apparemment confirmé ces craintes : sur la base des dernières données disponibles, la Commission s'attend maintenant à voir le produit intérieur brut (PIB) de l'UE chuter de 1,8 % en 2009 et le chômage passer la barre des 8 %. En dépit de cette sombre perspective, Joaquín Almunia, Commissaire en charge des affaires économiques et monétaires, a cependant montré une pointe d'optimisme. Il estime que le plan de redressement « nous permettra

d'enrayer la détérioration de l'économie » et d'entamer une « reprise progressive » dans la deuxième moitié de l'année. Quels sont donc les éléments de ce plan ?

Pour contrer la récession, la Commission a proposé une relance budgétaire s'élevant à EUR 200 milliards de dollars, soit 1,5 % du PIB de l'Union. De telles dépenses publiques vont non seulement stimuler la demande à court terme, mais devraient également englober les objectifs à long terme de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Dans une lettre jointe au plan de redressement, le Président José Manuel Barroso a ajouté : « Je suis convaincu qu'en temps de crise, des possibilités s'ouvrent pour hâter le changement et engager les réformes structurelles afin de nous aider à tenir toute notre place dans la future économie mondialisée ». La compétitivité est une chose, mais ne doit pas éclipser d'autres éléments tels la lutte contre le changement climatique, qui présente aussi ses propres opportunités économiques.

Le plan européen pour la relance économique a été approuvé par le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008. Tandis que les mesures de relance seront mises en œuvre au cours des prochaines semaines et des prochains mois, les dirigeants se préparent pour le prochain Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale, prévu pour le 2 avril à Londres, qui reviendra principalement sur la question de la gouvernance mondiale (voir Newsletter 2008/12, p. 16).

http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/focus/credit_crunch/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/economy_finance/focuson/focuson13254_fr.htm



Linz et Vilnius : Capitales européennes de la Culture 2009

Prenant le relais de Liverpool (Royaume-Uni) et Stavanger (Norvège), la ville autrichienne de Linz et la capitale lituanienne, Vilnius, deviennent cette année Capitales européennes de la Culture .

Pour célébrer cette nouvelle appellation, qui durera un an, Linz a débuté 2009 avec la première mondiale de la « Rocket Symphony », chœur mettant en scène plusieurs centaines de chanteurs et 16 solistes le long du Danube – un spectacle qui a attiré plus de 130 000 participants.

Le programme culturel 2009 de la ville de Linz comprend également l'exposition « Le meilleur de l'Autriche », superbe collection de chefs d'œuvre de près de 30 collections et musées. Une rencontre avec le passé sera aussi organisée, à travers l'exposition « La capitale culturelle du Führer », confrontation entre la politique culturelle du nazisme et la vie culturelle régionale à cette époque. De nombreux autres événements culturels, de la musique à la littérature en passant par le folklore et le cinéma, sont au programme.

À Vilnius – la première ville aussi à l'Est à devenir Capitale européenne de la Culture –, les événements pour 2009 comprendront du théâtre, de la danse, des arts visuels et de la musique. Un des

événements majeurs de l'année se tiendra le 2 mai, « Journée du Musicien de Rue », pendant laquelle toutes les villes et bourgades lituaniennes laisseront libre cours à la création (rock, musique classique, jazz, rythmes africains) et à la communication entre musiciens et public pour mettre sur pied un festival de musique.

Les deux capitales culturelles se partageront le devant de la scène dans des événements tels « Linz lit Vilnius », et vice versa, au cours desquels les citoyens des deux villes auront chacun l'opportunité d'explorer les œuvres littéraires de l'autre. Le 19 septembre, la « Musique de l'Eau de la Capitale » rapprochera les espaces des deux capitales de la culture grâce à des concerts communs dans les deux villes.

Le projet des Capitales européennes de la Culture a été initié en 1985, lorsque Athènes s'est vue décerner cette dénomination pour la première fois. Jusqu'à présent, 39 villes européennes ont déjà fièrement tenu le titre (voir Newsletter 7/2009, p. 14).

www.linz09.at

www.culturelive.lt

Les droits des travailleurs à l'étude

Après le vote, en deuxième lecture au Parlement européen, sur la révision de la directive « temps de travail », celui-ci devrait être limité à une moyenne de 48 heures par semaine sur une période de douze mois. Cela inclut tout type de temps de garde (par exemple les médecins hospitaliers restant disponibles la nuit en cas d'urgence). Les eurodéputés demandent aussi à ce que les règles en vigueur permettant aux travailleurs de dépasser cette limite (les clauses de non-participation) soient abolies dans un maximum de trois ans après l'adoption des nouvelles règles. La décision du Parlement européen concernant le temps de garde et les

clauses de non-participation (opt-out) diffère cependant de la proposition de la Commission et du Conseil. La directive devrait à présent être soumise à la conciliation (voir Glossaire, p. 11).

De nombreux États membres sont actuellement en situation de violation de la réglementation en vigueur, qui date de 1993. Il y a cinq ans, la Commission avait pour la première fois présenté une proposition visant à modifier la directive.

☞ http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/048-44550-350-12-51-908-20081215IPR44549-15-12-2008-2008-true/default_fr.htm

Lancement du Partenariat oriental

Une nouvelle proposition de la Commission pour un Partenariat oriental vise à renforcer les relations bilatérales et multilatérales entre l'UE et l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine ainsi que la Biélorussie (en fonction de l'évolution de ses relations avec l'UE). L'initiative pose les jalons de nouveaux Accords d'association, pour les pays souhaitant des liens politiques plus forts que ceux de la Politique européenne de voisinage. Un renforcement des liens est prévu dans les domaines du libre-échange, de la mobilité, de la sécurité énergétique, du développement économique et social et du renforcement des institutions.

À travers cinq initiatives phares, l'UE souhaite promouvoir la coopération multilatérale en ce qui concerne la gestion des frontières, les PME, l'électricité, l'énergie et la gestion des catastrophes naturelles. Après l'adoption par le Conseil européen, le partenariat sera officiellement lancé lors du Sommet pour le Partenariat oriental au printemps prochain.

☞ http://ec.europa.eu/external_relations/eastern/index_fr.htm

Objectifs ambitieux pour atténuer le réchauffement climatique

Le Paquet « Énergie-Climat » de l'UE a été formellement adopté par le Parlement européen en décembre dernier. Il contient des objectifs ambitieux et contraignants de réduction d'émissions, qui font de l'UE une pionnière dans la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. Le paquet s'appuie sur l'« initiative 20-20-20 » de la Commission européenne qui prévoit, à l'horizon 2020, une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, une proportion de 20 % de sources d'énergie renouvelables ainsi qu'une augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique (voir Newsletter 2008/7, pp. 1, 11). L'accord ne ferme pas la porte à une réduction d'émissions plus importante – jusqu'à 30 % – si un accord international global venait à être passé à la Conférence de l'ONU sur le changement climatique de cet hiver. Il inclut encore des améliorations relatives au Système d'échange de quotas d'émissions, un cadre législatif pour la capture du carbone, ainsi que des standards en termes d'émissions pour les nouvelles voitures particulières.

☞ http://ec.europa.eu/environment/climat/climate_action.htm



Sources d'énergie renouvelables

La Suisse entre dans l'espace Schengen

Le 12 décembre 2008, la Suisse est devenue le 25^{ème} membre de l'espace Schengen, zone de libre circulation des personnes. Les contrôles aux frontières internes ont été supprimés dès cette date, mais les contrôles aux aéroports continueront d'être effectués jusqu'en mars 2009. L'année dernière, l'espace Schengen a déjà accueilli pas moins de neuf nouveaux pays de l'UE (voir Newsletter 2008/2, p. 19). La Bulgarie, Chypre, la Roumanie et le Liechtenstein ont également exprimé leur intérêt à rejoindre cet espace. Alors que les acquis de Schengen sont valables au Danemark (à l'exception de quelques options de non-

participation), l'Irlande et le Royaume-Uni n'en appliquent que certains aspects concernant la coopération policière et judiciaire.

Le gouvernement suisse a également adopté l'Accord de Dublin qui régule les demandes d'asile. Dans le cadre d'une récente proposition, la Commission prévoit également de créer un système d'asile européen qui inclura la Suisse.

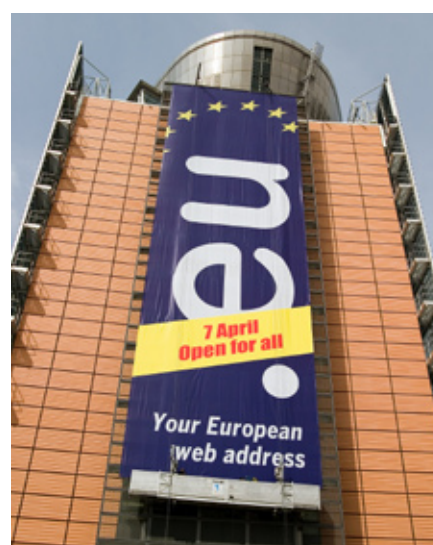
http://ec.europa.eu/commission_barroso/barrot/welcome/default_fr.htm



CHIFFRE CLÉ 3 millions

C'est le nombre d'enregistrement de domaines « .eu » atteint à la mi-janvier. Ce domaine de premier plan, qui célèbrera son troisième anniversaire en avril, compte à présent parmi les quatre plus populaires au niveau européen, et parmi les 10 plus importants au niveau mondial. De plus en plus d'utilisateurs d'Internet, et notamment un nombre croissant de PME, utilisent le « .eu » pour, selon Viviane Reding, Commissaire européen en charge de la Société de l'information et des médias, « exprimer en ligne leur caractère européen ». L'enregistrement est géré par l'organisation indépendante et à but non lucratif EURid.

www.eurid.eu



Bannière « .eu » sur le bâtiment Berlaymont au printemps 2006

Cliquez et parlez : débat sur l'avenir de l'Europe

Un site Internet lancé par les Consultations européennes des citoyens 2009 permet aux citoyens des 27 États membres de débattre – à la fois en ligne et hors ligne – de l'actualité et de l'avenir de l'Union européenne.

Situation classique : Monsieur Dupont a des idées bien précises sur la façon dont certains problèmes devraient être réglés au niveau européen, mais bien souvent il ne ressent que de la frustration car personne ne l'écoute. Bonne nouvelle : ces idées peuvent désormais faire leur chemin jusqu'à Bruxelles grâce au site Internet lancé par les Consultations européennes des citoyens 2009. Ce site permet aux citoyens européens d'exprimer en ligne leur point de vue sur des sujets nationaux et européens. Et si leurs idées sont sélectionnées parmi les dix retenues par la communauté d'internautes participants dans leur pays, elles seront débattues à Bruxelles en mai prochain.

Oui, cette initiative semble avoir le potentiel de combler le fossé entre les institutions jugées lointaines et les citoyens européens. Voici donc comment participer : rendez-vous en ligne avant mars et répondez à la question « Que peut faire l'Union européenne pour améliorer notre avenir économique et social ? ». Vous pouvez participer au débat, discuter des thèmes qui vous tiennent à cœur et vous exprimez sur les idées des autres participants grâce à un vote.

En avril et en mai, une sélection de ces propositions fera l'objet d'un vote par 1 500 citoyens européens sélectionnés de façon aléatoire et sera soumise au Sommet des citoyens européens



Débat à la table ronde

devant accueillir 150 participants des 27 consultations les 10 et 11 mai à Bruxelles. Les citoyens y finaliseront un ensemble de recommandations européennes et les examineront avec les décideurs politiques européens. Ces recommandations seront ensuite soumises aux membres nouvellement élus du Parlement européen et à d'autres meneurs d'opinion.

Il y a donc de bonnes raisons d'être optimiste car selon Cecilia Malmström, ministre suédoise des Affaires européennes : « Ce rapport contient beaucoup plus d'idées sensées que de nombreuses réunions officielles auxquelles j'ai assisté ». Certaines de ces idées pourraient être les vôtres !

☞ www.european-citizens-consultations.eu

Économisez plus avec la carte de réduction EURO<26

Déjà en train de planifier vos vacances d'été ? Sachez que les jeunes Européens peuvent profiter de la carte de réduction EURO<26. Délivrée par les affiliés nationaux de l'Association européenne des cartes jeunes (European Youth Card Association, EYCA), cette carte permet d'obtenir des réductions sur les voyages, les hébergements, les activités culturelles et d'autres services dans toute l'Europe. Il suffit de chercher le logo EURO<26 des lieux participantes.

La carte de réduction est disponible dans 41 pays européens ou en ligne pour ceux qui vivent hors de l'UE. De plus, certains pays ont déjà étendu l'âge limite des détenteurs de la carte de 26 à 30 ans. Outre la carte de réduction, l'EYCA offre de nombreux services d'information et organise différents projets avec/pour les jeunes. Vous trouverez plus d'informations sur le site Internet, qui contient

également une base de données regroupant les différentes organisations participantes.

L'année dernière, l'EYCA a lancé un concours international pour redessiner le logo EURO<26.

Plus de 5 000 contributions ont été reçues et le nom du gagnant a été révélé en janvier : l'Australien Simon Levshin. Soutenue par la Commission européenne, l'EYCA participe à la rédaction du Portail européen de la jeunesse, dont elle partage l'objectif de promouvoir la mobilité et de sensibiliser à la culture. Alors avant de partir en vacances, n'oubliez pas votre carte EURO<26 et votre passe EuRail.

☞ www.eyca.org

☞ www.euro26.org

« Devenez photographe d'un jour sur notre site ! »



« En Route to Hope » par Mimi Mollica, gagnante du mois de décembre

Dans la perspective des élections européennes, le PE organise un concours de photo mensuel.

▪ **De quoi s'agit-il ?** Jusqu'au mois de juin, l'Unité communication Internet du PE organisera tous les mois un concours

de photos sur des thèmes importants liés à l'UE.

▪ **Que puis-je gagner ?** Lors de chaque concours, le/la gagnant(e) verra sa photo publiée sur le site Internet du PE accompagnée d'un article. Le meilleur photographe sera invité à participer, en juillet prochain à Strasbourg, à la première session plénière du PE nouvellement élu.

▪ **Qui peut participer ?** Tous les résidents européens âgés de 18 ans ou plus.

▪ **Autres conditions ?** Les photos doivent être soumises en format numérique et répondre à certaines exigences formelles et légales :

☞ http://www.europarl.europa.eu/eplive/expert/multimedia/20081216MLT45054/media_20081216MLT45054.pdf

▪ **Comment s'inscrire ?** Les participants doivent envoyer le formulaire d'inscription et leurs photos par courriel à :

☞ guestphotographer@europarl.europa.eu

▪ **Date limite ?** La date limite de chaque concours est à la fin du mois en question. Pour plus d'informations, rendez-vous sur :

☞ http://www.europarl.europa.eu/news/public/documents_par_theme/906/default_fr.htm

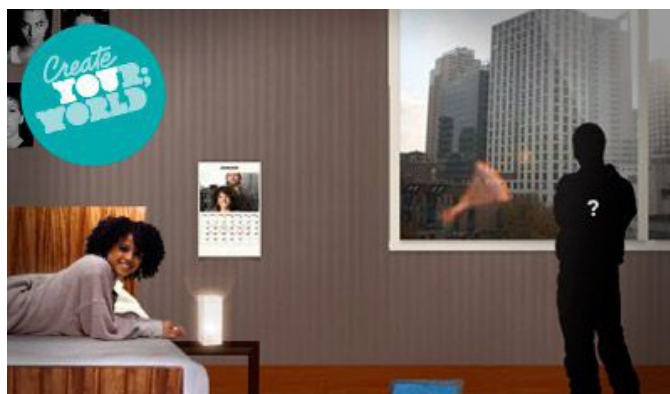
Capitale européenne de la jeunesse 2009 – soyez créatifs !

Rotterdam, Capitale européenne de la jeunesse 2009, invite les adolescents et les jeunes travailleurs à participer à un programme créatif.

Tout au long de l'année, sous l'égide de la marque « Your World » (Ton Monde), des activités seront organisées à Rotterdam et à ses alentours. Vous aussi, vous avez l'opportunité de pouvoir y participer activement. Assistez à des ateliers de cinéma et de théâtre avec des artistes néerlandais de renom, travaillez en partenariat avec un adulte expérimenté à vos côtés, ou rejoignez l'équipe organisatrice et ajoutez votre touche personnelle au programme. Rendez-vous sur le site Internet et laissez-vous inspirer !

☞ <http://your09.nl>

☞ info@reyc.nl



« Ton Monde »

Hans-Gert Pöttering

PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN



Newsletter Europe Direct (EDN) : M. Pöttering, vous êtes membre du Parlement européen depuis les premières élections directes de 1979. Vous présenterez-vous à nouveau aux élections de cette année ?

Oui.

EDN : Les défis politiques actuels, tels que la crise financière, ne vous découragent pas ?

Ma motivation est intacte depuis 1979, époque à laquelle j'étais le plus jeune eurodéputé du groupe PPE.

EDN : Lorsque vous faites le bilan des 30 dernières années, quelle a été la plus grande réussite du Parlement européen ?

Le fait d'avoir surmonté la division de l'Europe, la réunification de l'Allemagne et l'accession des pays d'Europe centrale et orientale à la communauté de valeurs de l'Union européenne.

EDN : Le taux de participation aux élections n'a cessé de décroître depuis 1979. Pourriez-vous donner trois arguments pour persuader un non-votant convaincu d'aller aux urnes en juin ?

Premièrement, l'Union européenne est essentielle pour représenter nos valeurs et nos intérêts en Europe et dans le monde et c'est pour cela que l'approbation des citoyens est nécessaire. Deuxièmement, l'UE est une démocratie et une démocratie ne peut exister sans l'approbation des citoyens. Troisièmement, une Union européenne forte, capable d'agir et basée sur le soutien de ses citoyens, est nécessaire pour faire face aux défis mondiaux comme la crise financière ou de grands problèmes internationaux.

EDN : Est-il possible d'améliorer la communication sur les élections du PE ? Selon vous, qui est particulièrement concerné ?

C'est un sujet extrêmement important. L'amélioration de la communication ne doit pas être seulement limitée à la période pré-électorale. Il s'agit plutôt d'une tâche permanente, non seulement pour la classe politique européenne, mais aussi pour ceux aux niveaux national, régional et local. Nous avons tous besoin des médias pour informer les citoyens des politiques européennes et du travail du Parlement européen. Nous avons également besoin de tous les groupes sociaux traitant des futures tâches du Parlement.

EDN : Pensez-vous que le Réseau Europe Direct joue un rôle important dans la communication de ces sujets ?

Oui, bien sûr, et j'aimerais voir, ainsi que chez tous les autres acteurs, encore plus de dévouement.

EDN : Puisque nous en sommes au thème du rassemblement, parlons de vos visites en région méditerranéenne et au Moyen-Orient pour la promotion du dialogue interculturel. Quelle est l'expérience la plus précieuse tirée de ces visites ?

Il existe des gens de bonne volonté partout et notre tâche politique consiste à dialoguer avec ces personnes. Mon expérience m'a montré que les peuples des pays musulmans souhaitent vivre en partenariat et en paix avec les pays de l'Union européenne. Il est donc essentiel de s'engager dans un dialogue interculturel et d'empêcher le fameux choc des civilisations dont on parle tant. Je suis convaincu que nous y parviendrons, mais seulement sur la base d'une tolérance mutuelle et d'une totale véracité. Il nous faut un échange ouvert, franc et honnête pour parvenir à des résultats communs.

BOÎTE À QUESTIONS

Votre ville préférée en Europe : Bersenbrück, ma ville natale, et mon lieu de résidence actuel, Bad Iburg

Votre plat européen favori : Les spaghettis

Votre journal ou magazine européen préféré : Le Frankfurter Allgemeine Zeitung

Votre personnalité européenne préférée : Le pape Jean Paul II

Votre moyen de communication favori : La conversation personnelle

Pour rapprocher l'UE de ses citoyens, quelles personnes devons-nous cibler essentiellement ?

Tous les groupes d'âge

En quelques mots : quel est le défi majeur de l'Europe à l'avenir ? Défendre nos valeurs – centrées sur la dignité humaine – avec détermination.

Séminaire général de formation

Le premier et le seul Séminaire général de formation (GTS) de cette année est prévu pour le **11 février** à Bruxelles. Les nouveaux membres du Réseau auront un aperçu de la vie du Réseau et en apprendront plus sur les compétences et les outils nécessaires à la communication des questions européennes.

Magazine et blog gratuits sur les questions européennes

SHIFT Mag – l'Europe parle à Bruxelles, est un nouveau magazine trimestriel sur les questions européennes. Complété par un blog en ligne, il offre une « plateforme sur laquelle l'Europe s'adresse à Bruxelles, afin que Bruxelles puisse enfin à son tour parler à l'Europe ». Les abonnements sont gratuits.

www.shiftmag.eu

Centres d'Information Europe Direct 2009-2012

Les premiers résultats du processus de sélection des Centres d'Information Europe Direct pour la période 2009-2012 sont à présent disponibles. Environ 500 Centres d'Information, pour un montant maximum d'EUR 11,4 millions, seront au total sélectionnés dans le cadre de la procédure. Le nombre de Centres par pays sera le suivant : Allemagne (59), Autriche (11), Belgique (10), Bulgarie (14), Danemark (4), Espagne (48), Estonie (8), Finlande (23), France (56), Grèce (18), Hongrie (18), Irlande (7), Italie (50), Lettonie (9), Lituanie (10), Luxembourg (2), Malte (2), Pays-Bas (13), Pologne (27), Portugal (16), République tchèque (11), Roumanie (31), Royaume-Uni (16), Slovaquie (12), Slovénie (6), Suède (18). Le processus de sélection à Chypre est encore en cours.

Séminaire de formation spécifique sur la crise économique et financière

Le premier Séminaire de formation spécifique (STS) de l'année se tiendra à Bruxelles les **2 et 3 avril**. La rencontre se concentrera sur la crise économique et financière. Des experts des institutions européennes, du monde académique et d'autres organisations proposeront aux participants une analyse en profondeur de la situation actuelle.

Candidatures pour les partenariats Comenius Regio

Jusqu'au **20 février** les directions des écoles, au niveau local ou régional, peuvent postuler pour les partenariats Comenius Regio. Comenius Regio est une nouvelle initiative lancée dans le cadre du Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, destinée à promouvoir la coopération entre autorités locales et régionales, écoles et autres organisations éducatives à travers l'Europe.

<http://ec.europa.eu/education/comenius/>

Événement inaugural du Réseau Europe Direct

Les **12 et 13 février** se tiendra l'« Événement inaugural du Réseau Europe Direct : Communiquer sur les élections du Parlement européen » dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles. 350 membres du Réseau et représentants des institutions européennes, du monde académique, de la société civile et des médias échangeront leurs idées et point de vue sur le sujet. La réunion marque le lancement d'une seconde génération du Réseau Europe Direct pour la période 2009-2012.

Inscriptions ouvertes pour le Printemps de l'Europe

Les écoles sont invitées à s'inscrire pour le septième Printemps de l'Europe qui se déroulera de **mars à juin**. Cette année, les élections parlementaires européennes constituent la toile de fond du Printemps de l'Europe. Dans la lignée de l'Année 2009 de la créativité et de l'innovation, l'initiative se concentrera également sur les nouveaux projets inventifs. Le Printemps de l'Europe est un événement interactif annuel ouvert aux écoles d'Europe et d'ailleurs. Son objectif est de permettre à des jeunes d'exprimer leur point de vue sur les questions européennes en dialoguant avec leurs pairs et en conversant en ligne avec des personnalités européennes, dont certaines rendent également visite aux écoles inscrites. La participation est gratuite et du matériel d'information est fourni.

www.springday2009.net

FÉVRIER

MARS

★ UNION EUROPÉENNE

● EUROPE DIRECT

■ AUTRES

- ★ Année européenne de la créativité et de l'innovation
- ★ Capitales européennes de la Culture : Linz et Vilnius
- Année internationale de l'astronomie

- Édition de Printemps de la Newsletter Europe Direct
- ★ 2-5 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 9-13 : Semaine européenne de l'énergie durable (www.eusew.eu)
- ★ 10 : Journée de l'Internet plus sûr
- 11 : Séminaire général de formation
- 12-13 : Événement inaugural du Réseau Europe Direct

- 8 : Journée internationale de la femme
- ★ 9-12 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 11 : Journée européenne des victimes du terrorisme
- ★ 13 : Journée européenne du consommateur
- ★ 19-20 : Conseil européen (<http://www.eu2009.cz/fr/default.htm>)
- 22 : Journée mondiale de l'eau
- ★ 23-26 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 25 : Lancement du Printemps de l'Europe (www.springday2009.net)

AVRIL

MAI

JUIN

- 2-3 : Séminaire de formation spécifique
- 4 : Journée internationale de sensibilisation aux dangers des mines et d'assistance à la lutte antimines
- 7 : Journée mondiale de la santé
- ★ 21-24 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- 22 : Journée de la terre

- Édition d'Été de la Newsletter Europe Direct
- Séminaire de formation spécifique
- ★ 4-7 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 6-14 : Semaine des PME (http://ec.europa.eu/enterprise/policy/entrepreneurship/sme-week/index_en.htm)
- ★ 9 : Journée de l'Europe
- ★ 20 : Journée maritime européenne (<http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/>)
- ★ 26 : Journée européenne des voisins (www.european-neighbours-day.com)

- ★ 4-7 : Élections au Parlement européen
- 5 : Journée mondiale de l'environnement
- ★ 18-19 : Conseil européen (www.eu2009.cz)
- ★ 20 : Journée mondiale des réfugiés
- ★ 23-26 : Semaine verte (<http://ec.europa.eu/environment/greenweek/home.html>)
- 25-26 : Séminaire de formation spécifique

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

- ★ 1 : Présidence suédoise (jusqu'au 31 décembre 2009)
- 11 : Journée mondiale de la population
- ★ 14-16 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)

- Édition d'Automne de la Newsletter Europe Direct
- 12 : Journée internationale de la jeunesse

- Rencontre générale annuelle (AGM) I
- ★ 14-17 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 16-22 : Semaine européenne de la mobilité (www.mobilityweek.eu)
- 21 : Journée mondiale de la paix
- ★ 26 : Journée européenne des langues (www.ecml.at/ed/)
- ★ 26 : Journée européenne de l'emploi (<http://jobdays.500.be/>)

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

- Rencontre générale annuelle (AGM) II
- 1 : Journée mondiale pour les personnes âgées
- ★ 5-6 : OPEN DAYS – Semaine européenne des régions et des villes
- 10 : Journée européenne contre la peine de mort
- 16 : Journée mondiale de l'alimentation
- 17 : Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté
- ★ 18 : Journée européenne contre la traite des êtres humains
- ★ 19-22 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 19-23 : Semaine européenne 2009 pour la campagne en faveur de lieux de travail sains (<http://osha.europa.eu/fr/front-page>)

- Édition d'Hiver de la Newsletter Europe Direct
- ★ Journées européennes du développement (www.eudevdays.eu) (date à confirmer)
- ★ Semaine vétérinaire européenne (http://ec.europa.eu/food/animal/events/vetweek2008/index_en.htm) (date à confirmer)
- ★ 5-6 : Sommet européen (<http://www.un.org/depts/dhl/dhlf/tolerance/index.html>)
- 19-20 : Séminaire de formation spécifique
- ★ 23-26 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- 25 : Journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

- 1 : Journée mondiale du SIDA
- 2 : Journée mondiale pour l'abolition de l'esclavage
- 10 : Journée internationale des droits de l'homme
- ★ 14-17 : Séance plénière du Parlement européen (www.europarl.europa.eu)
- ★ 17-18 : Sommet européen
- 18 : Journée internationale des migrants

Prochaine Édition : Été 2009 – Année européenne de la créativité et de l'innovation